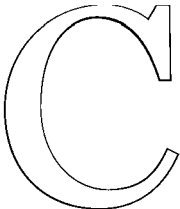


# « Je veux qu'on soit fier de dire qu'on travaille pour l'Europe »

**Frans Timmermans** a été choisi par Jean-Claude Juncker pour l'aider à secouer la Commission « de la dernière chance ». Ce socialiste néerlandais est un bras droit qui sait décider et émouvoir, qui parle sept langues et déclame Brel. Et pour cause : il adore la Belgique.

## Frans Timmermans

Il a 53 ans et est Commissaire européen chargé de l'Amélioration de la législation, des Relations inter-institutionnelles, de l'Etat de droit et de la Charte des droits fondamentaux. Avec un père actif dans la diplomatie néerlandaise (sans être diplomate), il a passé sa jeunesse à Rome, Paris et Woluwe-Saint-Etienne. Diplômé en arts et littérature, entre à l'armée puis devient fonctionnaire. Diplômé, il entre en politique en 1998 pour le parti travailliste (socialiste), devient ministre des Affaires étrangères en 2012. Il est père de 4 enfants et parle sept langues.



Cet homme qui regarde l'objectif droit devant, sans ciller, est l'un des puissants d'Europe. L'homme fort de la Commission européenne, après Jean-Claude Juncker, qui en a fait son premier

vice-président. Une première, et pas pour la galerie. « J'étais dans un avion, et mon Premier ministre Mark Rutte m'a appelé pour me faire part de la proposition de Jean-Claude Juncker. Je connais bien l'Europe et je lui ai dit "Des vice-présidents, il y en a plein, cela ne veut rien dire et premier vice-président, Mark, cela n'existe pas". Il m'a répondu : "Si, si, cela va changer. Il y a un lien avec l'article que tu as écrit pour le Financial Times." J'y soulignais, comme cela s'était déjà dit au sein de la Convention, qu'il y avait trop de commissaires et qu'il faudrait réduire leur nombre, ou créer une hiérarchie au sein de la Commission. Ce qui m'a vraiment surpris, c'est le moment vraiment politique pour donner à Jean-Claude Juncker l'opportunité de restructurer la Commission avec le soutien du Conseil et du Parlement européens. Normalement, dans le système européen, on n'aime pas trop les changements, car on se dit que cela peut faire perdre de l'influence. Et on préfère le statu quo. J'ai vraiment apprécié l'action politique de Jean-Claude, qui s'est imposé. »

Ce diplomate de formation, ex-ministre des Affaires étrangères, est un phénomène. Linguistique tout d'abord : il parle parfaitement sept langues. C'est en français qu'il nous reçoit, usant d'un vocabulaire précis et parlant avec une diction superbe. Pendant la séance photo, il récitera du Brel.

L'air modeste, courtois, l'homme sait cependant qu'il peut marquer les esprits. Comme l'été dernier, lorsqu'il a bouleversé le Conseil de sécurité des Na-

tions Unies par ses mots prononcés au nom des familles des 193 Néerlandais morts dans l'avion de la Malaysia Airlines abattu au-dessus de l'Ukraine.

Lorsque nous nous installons dans son bureau du Berlaymont, il est curieux du patronyme polonais de l'un de nous. Et pour cause : ce sont des troupes polonaises qui ont libéré Breda à la fin de la guerre. « Les soldats se sont installés à la maison, l'un d'entre eux a confectionné un petit uniforme polonais à mon père, qui est devenu la mascotte du régiment. Il sortait avec eux faire des exercices, il se souvient très bien de cela. Il y a eu les blindés du général Mazcek et puis les parachutistes du colonel Sosabowski. Je me suis battu pendant des années comme parlementaire pour obtenir la reconnaissance des unités de parachutistes polonais. Car les Britanniques, surtout Montgomerie, les avaient accusés de lâcheté et ce n'était pas vrai du tout ! »

En suivant son père, actif dans la diplomatie sans être diplomate lui-même, Frans Timmermans a passé sa jeunesse entre Paris, Rome, et l'école communale de Woluwe-Saint-Etienne, en Belgique, où, comme le racontait De Standaard récemment, il a appris une leçon de vie.

Lorsque son instituteur lui demandait un jour ce qu'il y a sur sa tartine, il répond « jam ». Vous voulez dire « confiture », réplique le prof. Et la classe d'éclater de rire. Ce jour-là, le petit garçon se fait une promesse : il ne parlera plus jamais une langue

(en l'occurrence le flamand) avant d'en avoir maîtrisé toutes les subtilités. « On se moquait des Hollandais. C'était un complexe d'infériorité qui a complètement disparu et cela fait grand plaisir (il rit). Et je dis cela avec humour : on peut accuser les Flamands de beaucoup de choses mais le complexe d'infériorité, lui, n'est plus là. » La Belgique ? « J'aime beaucoup. Mais je vois aussi un pays où l'on en sait de moins en moins les uns sur les autres. Les Flamands en savent de moins en moins sur nous, les Néerlandais. Et nous sur eux. Une majorité de mes compatriotes pensent que la Flandre pourrait volontiers rejoindre les Pays-Bas. On peut dire cela uniquement si on ne sait rien de la Flandre. »

Lui, le socialiste du Nord, comment voit-il les socialistes wallons qui en agacent tant en Flandre ? « J'ai eu des débats interminables avec Elio Di Rupo là-dessus. On partage beaucoup de choses, mais il y a aussi des différences assez nettes. » Ils ont des visions archaïques ? « Non, c'est plutôt une question de communautarisme qui nous différencie. L'individualisme prime dans le Nord de l'Europe. C'est le communautarisme qui prime dans le Sud, en Belgique aussi. C'est lié à la culture. Il y a de grands avantages à avoir un sentiment de communauté qui est tellement fort. Mais j'explique seulement la différence, je ne dis pas "devenez tous Hollandais". Ce ne serait pas un bon conseil. »

Vous nous diriez de rester unis, Belges ? « Je connais trop bien la

Belgique et les communautés pour dire des bêtises pareilles. C'est à vous de déterminer votre futur. Mais tous les Belges que je connais, à quelques exceptions près, ont le souhait de rester un pays, même avec des communautés aux destins différents. Le rêve indépendantiste n'est pas partagé, même en Flandre, par une majorité de la population. C'est mon expérience en tout cas. Mais la leçon des Belges au reste du monde est qu'on peut toujours s'arranger d'une façon ou d'une autre. Si on voit la complexité de la situation européenne, l'exemple belge n'est pas mauvais que cela, même si, en Belgique, vous avez négligé une part de votre société, comme on l'a fait aux Pays-Bas et ailleurs. D'où aujourd'hui les problèmes qui viennent d'une partie de cette société. »

Devant l'objectif, Frans Timmermans récite les paroles des « Flamingants » de Brel : « Messieurs les Flamingants, j'ai deux mots à vous dire, il y a trop longtemps que vous me faites frir... Vous oscillez sans cesse du fusil au missel. » « La poésie de Brel est magnifique, mais là c'est humiliant. Je comprends le sentiment flamand. Nous habitons à Woluwe-Saint-Etienne et on nous expliquait qu'il n'y avait pas d'école secondaire néerlandophone. Les élèves étaient forcés de parler français. » L'entretien se termine, Frans Timmermans ouvre la porte : « Au suivant ! » Brel, toujours... ■

BÉATRICE DELVAUX  
JUREK KUCZKIEWICZ

## « Il y a un langage non populiste, qui ne porte pas des réponses faciles mais qui peut toucher »

Vous avez été désigné « premier vice-président » - une première -, avec beaucoup d'emphase de la part de Jean-Claude Juncker. Qu'est-ce qui vous a fait croire que le nouveau président allait vous aider dans votre envie de faire bouger la Commission ?

Tout d'abord, il l'a dit durant toute la campagne électorale, comme Martin Schulz (candidat du groupe socialiste) et Guy Verhofstadt (candidat du groupe libéral). « Big on big things, small on small things » : ils l'ont tous dit avant les élections, sans oublier après. Deuxièmement, Jean-Claude, que je connais depuis très longtemps, est un chrétien-démocrate membre du Parti populaire européen (les conservateurs modérés, NDLR) avec une forte inspiration de dialogue social, très soucieux de la position des travailleurs. Pour un social-démocrate, la distance n'est pas énorme. Ce n'est pas un « populaire » du côté conservateur. Il est inspiré par le modèle rhénan.

Des socialistes nous ont dit :

« Juncker est comme nous, c'est un socialiste ».

Je n'rais pas aussi loin. (Il sourit.)

Amusant, car les socialistes du Sud disent de vous, le socialiste de la Commission : « Timmermans, c'est bien mais en tant que travailliste néerlandais, il est plutôt très libéral ».

C'est ce qu'on dit toujours des socialistes du Nord, danois, britanniques, allemands, néerlandais, flamands. Cela fait partie d'une dynamique culturelle dans la famille socialiste. C'est un groupe hétérogène, qui a, au sein du Parlement européen, une tradition d'opposition. C'est ce que m'a dit un commissaire socialiste de la Commission sortante : « Bonne chance, parce que les socialistes sont toujours contre tout ». Ce qui n'est pas le cas maintenant, je trouve. Cette Commission a livré des éléments importants pour les sociaux-démocrates, repris dans la liste des priorités qu'on a établies : la flexibilité, le programme d'investissements,...

Jean-Claude Juncker est-il l'homme de la situation ? Lors de la campagne, on le décrivait

comme fatigué, et aujourd'hui certains estiment son pouvoir miné par les dossiers fiscaux (LuxLeaks, SwissLeaks) sortis par la presse dès son entrée en fonction...

Pas un moment je ne l'ai vu fatigué. Il est toujours engagé, il a ce goût tellement aigu pour la politique ! Il sait exactement où se trouve le noyau dur d'un problème. Il est inspiré par le programme d'investissements, par la nécessité de construire notre Union économique et monétaire. Je le vois vraiment très performant. C'est une personnalité charmante aussi, cela facilite les choses. C'est peut-être dû au pays qu'il représente, à cheval entre les cultures germanique et latine. Et cela nous aide beaucoup au sein d'une Commission qui comporte ces deux cultures et la slave. Je suis vraiment content. L'affaire LuxLeaks l'a touché évidemment, surtout parce qu'il a trouvé cela

très injuste étant donné son agenda personnel qui, depuis des années, visait à régler ces problématiques à l'échelle européenne. C'est pourquoi, avec beaucoup d'énergie, la Commission proposera des solutions dans ce domaine.

Certains disent que vous êtes le vrai président ?

C'est tellement loin de la réalité que cela ne me gêne pas. Les choses gênent lorsqu'elles sont presque vraies. (Il rit.)

Pour le LuxLeaks, Jean-Claude Juncker ne vous a pas dit : « C'est injuste, on attaque le Luxembourg, alors que les Pays-Bas ne sont pas un modèle » ?

Je l'ai dit publiquement à plusieurs reprises, il y a 22 Etats membres avec des accords fiscaux et je sais que non seulement le Luxembourg mais aussi l'Irlande, les Pays-Bas et la Belgique font l'objet d'une enquête de la Commission.

La « Commission de la dernière chance », selon l'expression de Juncker, cela veut dire quoi ?

Tout d'abord, que l'Europe soit « foutue ou non » ne dépendra pas des institutions européennes. Elle est « foutue » s'il y a une partie de notre population, si la communauté juive, en France et en

Belgique, se dit qu'elle n'y a peut-être pas d'avenir. Mais c'est la Commission de la dernière chance parce que pendant les années de la crise, l'Europe - ce n'était pas un choix - était gérée très fortement par le Conseil européen (les chefs de gouvernement, NDLR). La Commission était alors en quelque sorte un secrétaire général du Conseil et devait aller devant le Parlement européen pour demander de l'aide. Jean-Claude a donc voulu dire que « c'est la dernière chance pour qu'on rétablisse l'équilibre entre les institutions comme voulu par le traité de Lisbonne. » La Commission Juncker doit être plus indépendante du Conseil

européen, elle doit redevenir plus politique.

**Ne doit-elle pas surtout rétablir sa place dans le cœur des gens ? Mais ça, c'est un problème qui ne touche pas que la Commission.**

**Le plan d'investissement et la position que vous adopterez sur la Grèce sont une occasion de montrer une Commission humaine, et non plus punitive ?**

*Je suis d'accord avec vous, il y a là un défi pour nous tous. Je veux que les gens puissent dire avec fierté qu'ils travaillent à la Commission. Aujourd'hui, parfois, ils hésitent à dire à leurs amis qu'ils travaillent à l'Europe à Bruxelles. Le talent dans ce bâtiment est incroyable, mais on doit rétablir une mission, en nous concentrant sur les choses importantes pour nos citoyens et pas seulement à l'intérieur du système institutionnel européen. Il y a vraiment une distance inacceptable entre les citoyens et nos institutions de Bruxelles à l'heure actuelle. Le défi est énorme. Mais cette crise des institutions touche aussi le niveau national.*

**Que faire pour corriger cette image ?**

*On sous-estime toujours le pouvoir de la communication politique. Je crois qu'il y a une res-*

*ponsabilité des dirigeants européens d'expliquer la complexité des relations de solidarité au sein de l'Union européenne.*

**Mais si une parole forte s'interposait de la part de Juncker, de vous, elle pourrait être décisive ?**

*J'y crois vraiment, mais aussi au besoin de travailler étroitement avec les dirigeants des Etats membres. Lorsque M<sup>me</sup> Merkel s'exprime contre une tendance dans l'opinion publique allemande comme Pegida, c'est une bonne chose. Lorsque le président de la république François Hollande se rend avec elle en Ukraine, pour les Européens, c'est au nom de la solidarité collective, soutenu par tous les dirigeants européens.*

**Après votre discours, qui a tellement ému, aux Nations unies, après la disparition du Malaysia Airlines, vous ne vous dites pas que c'est de cette parole-là dont on a besoin en Europe ?**

*J'ai appris l'été dernier qu'il y a parfois des moments où on peut (il a les larmes aux yeux) communiquer avec des gens qui ne sont pas intéressés par la politique. Aux Pays-Bas, des gens qui sont méfiants par rapport à la poli-*

*tique viennent désormais vers moi pour prendre un selfie, me faire signer une dédicace*

*« Je veux vous dire des mots qui viennent de mon cœur ». Et cela me touche encore. Apparemment, j'ai trouvé un langage qui a exprimé le sentiment du pays, combien il était triste et désespéré. Je vois qu'il y a un langage qui n'est pas populiste, qui ne porte pas des solutions faciles et qui peut quand même toucher. C'est cela que j'espère qu'on peut répéter jour après jour.*

**Vous n'êtes pas pris de vertige quand vous voyez ces crises terroristes, économique, la Grèce, l'Ukraine ?**

*Et vous n'avez même pas mentionné la migration et le grand cimetière que risque de devenir la Méditerranée. Et la Libye, la Syrie. Ce sont des temps vraiment épouvantables. Le plus grand défi, c'est de ne pas être paralysé par la peur. Ce serait compréhensible humainement qu'on se couvre la tête et qu'on attende que cela passe. Mais cela ne va pas nous aider. Le défi, c'est de voir ce qu'on doit faire et puis d'avoir une action sur les problèmes. ■*

## LE CAS GREC

### « Ce que je n'ai jamais entendu Tsipras dire aux Grecs »

La discussion avec la Grèce de Tsipras n'est-elle pas l'occasion de montrer le visage d'une Commission et d'une Europe qui aide et non qui punit ? « Je crois profondément qu'il n'y a pas de système social solidaire qui ne soit fondé en partie sur une perspective d'intérêt propre. Les systèmes sociaux dans nos Etats membres sont construits sur l'attente suivante des contribuables : « Si j'ai un problème, le système social me protégera. » La solidarité a toujours un noyau d'intérêt propre. C'est dans la nature humaine. Le problème avec la Grèce réside dans l'image qui a été créée. En Grèce, on pense qu'il n'y a pas de nécessité de faire un ajustement qui servirait uniquement les Allemands, les Néerlandais : « Ils nous étouffent avec leur rigueur qui n'a rien à voir avec nous, qui est dogmatique et dans leur intérêt. » A l'inverse, dans mon pays et en Allemagne, on dit « Je dois payer pour des Grecs qui sont trop paresseux pour aller travailler. » C'est faux et complètement horrible. On ne comprend pas au Nord qu'il est dans notre intérêt aussi d'avoir une action de solidarité avec les Grecs, car cela a une influence sur le fonctionnement de la société européenne dans sa totalité. Et on ne voit pas, du côté grec, que ce sont les contribuables – même dans les pays qui ont un PIB inférieur au PIB grec – qui doivent payer pour cette solidarité. » Tsipras n'est-il pas une chance dans ce dispositif ? « Il a aussi un devoir. Je n'ai jamais entendu Tsipras dire aux Grecs : « Si je demande plus d'argent à l'Eurogroupe, cela veut dire que les Slovaques et les Lituaniens, qui ont un PIB inférieur au nôtre, doivent payer. » Il n'a jamais dit aux Grecs ce qu'on dit en Slovaquie et en Lituanie : « Notre salaire minimum est plus bas qu'en Grèce et nous devons demander à nos contribuables de payer pour eux. » Si on demande la solidarité, on doit aussi montrer qu'on est conscient qu'elle vient, mais qu'elle a un prix. Je n'ai jamais entendu Tsipras s'exprimer dans cette veine. On parle toujours du diktat, mais... »

# « L'islam a un problème. La bataille se trouve en son cœur »

**Après la France, le Danemark : le terrorisme s'est abattu sur l'Europe ?**

*Le terrorisme de souche européenne est un de nos grands défis. On appelle cela « foreign terrorist fighters », mais ils ne sont pas « foreign », ils sont nés ici.*

**Vous ne dites pas terrorisme « islamo-fasciste » ?**

*Pour moi, leur inspiration est une idée complètement détournée d'une religion partagée par plus d'un milliard de fidèles. Est-ce qu'on va dire que c'est la religion le problème ? Est-ce qu'on va dire que c'est le catholicisme qui est le problème qui a mené à l'Inquisition ? C'est lié, mais ce n'est pas l'origine.*

**Vous ne dites pas que l'Europe a un problème avec l'islam ?**

*L'islam a un problème. La bataille se trouve au cœur de l'islam. Et une partie de la solution se trouve dans l'approche que les Allemands et les Italiens ont eue pendant les années 70 vis-à-vis du terrorisme de gauche. On a isolé de leur souche idéologique les terroristes et ceux qui utilisaient la violence, en donnant des réponses concrètes, notamment pour le développement social. C'est notre tâche de clarifier pour les musulmans européens que cette Europe est aussi leur Europe, qu'ils font partie de notre*

*société, qu'ils y ont une place. En respectant l'Etat de droit et la diversité.*

**C'est une guerre contre nos valeurs ?**

*Oui, absolument ! Ceux qui veulent une dictature commencent toujours par interdire la liberté d'expression. Le défi pour nous c'est de défendre avec tous les moyens, sans sortir de l'Etat de droit, les libertés qui sont essentielles pour notre société et en même temps de protéger nos communautés.*

**Vous ne pensez pas qu'on devrait avoir davantage de respect pour la figure de Mahomet, le prophète ?**

*Exiger le respect, c'est toujours une expression de faiblesse. Dans notre société, il n'y a pas une interdiction du mauvais goût. Insulter le prophète, je trouve que cela relève du mauvais goût, ce ne serait jamais mon attitude, mais l'Etat de droit permet aux gens d'avoir mauvais goût. Donc, expliquer la violence comme une réponse à des insultes est inacceptable dans un Etat de droit. Mais ce n'est pas seulement un phénomène religieux, voire musulman. Tous les extrémistes et les fondamentalistes islamistes, nazis, communistes, fascistes, se donnent le droit de dire aux*

*autres : « tu partages ma vision, sinon je te tue. »*

**Vous êtes responsable du respect des droits et libertés à la Commission et vous devez donc articuler l'équilibre entre la sécurité et le respect des libertés ?**

*Je ne suis là que depuis trois mois, je suis jeune. Mais dans nos parlements nationaux il y a une convergence évidente sur la nécessité de créer plus de sécurité pour nos concitoyens, c'est leur rôle. Au Parlement européen, pour des raisons de tradition et d'inspiration, on se concentre davantage sur les libertés. A nous, comme Commission, de mettre les deux ensemble. Si notre réaction aux attentats en Europe était de limiter nos libertés, on ferait le jeu des terroristes. Il faut donc se concentrer sur la nécessité de protéger l'Etat de droit dans nos Etats membres. Mais on a aussi un défi à relever envers nos citoyens, pour lesquels il faut trouver l'équilibre. Je suis impressionné par l'approche du Parlement européen, qui, au début, était totalement contre un système européen de PNR (le projet de base de données des passagers) mais qui, maintenant, à une large majorité, nous a demandé de les aider à trouver une solution. Ce qui est bien, car l'alternative à un PNR européen, ce serait 28 PNR nationaux ! ■*